

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°211 du lundi 14 février 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Affaire Air Guinée

Mamadou Sylla répond à Ousmane Kaba P.2



Urbanisme, Habitat et Aménagement du Territoire
Le ministre Gaoual donne des précisions sur la récupération des biens de l'Etat à Labé P.4



Transition CNRD

Le regard de Salifou Sylla, ancien ministre, sur le CNT P.7



Angola

Le pays récupère 11 milliards de dollars détournés du trésor public P.3

PDG-RDA

Les femmes du parti commémorent le décès de l'héroïne nationale, M'Baliala Camara P.7

Projet d'exclusion des vieux leaders politiques
Sidya Touré de l'UFR s'y oppose fermement! P.6

Mamadou Baadiko Bah de l'UFD prévient le CNT

« La tromperie ne passera pas... »

P.3



Edito à vue d'Aigle

Le CNRD face à la pression des partenaires de la Guinée!

L'on n'a pas besoin d'être dans les secrets des dieux pour savoir que les autorités de la transition guinéenne sont bel et bien sous la pression des partenaires bi et multilatéraux qui, dans leur majorité, semblent être pour une transition courte. Au moment où nous allions sous presse, l'Ivoirien Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la Cedeao et le Tchadien Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel seront, étaient annoncés à Conakry ce lundi 14 février 2022 pour évaluer certainement le processus de transition en cours dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya... P2

Edito à vue d'Aigle



Le CNRD face à la pression des partenaires de la Guinée!

L'on n'a pas besoin d'être dans les secrets des dieux pour savoir que les autorités de la transition guinéenne sont bel et bien sous la pression des partenaires bi et multilatéraux qui, dans leur majorité, semblent être pour une transition courte. Au moment où nous allions sous presse, l'Ivoirien Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la Cedeao et le Tchadien Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel seront, étaient annoncés à Conakry ce lundi 14 février 2022 pour évaluer certainement le processus de transition en cours dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya.

Une visite qui s'annonce quelques jours après l'installation du Conseil national de la transition (CNT) présidé par Dr Dansa Kourouma. Ils devraient rencontrer tout naturellement le tombeur du professeur Alpha Condé, l'ancien commandant du groupement des Forces spéciales, le colonel Mamadi Doumbouya, président de la transition. Beaucoup se demandent si après cette mission mixte Cedeao-ONU, la Guinée verra les sanctions de la CEDEAO allégées ou levées, pour le plus grand bonheur de tous ses fils et filles. Même si de plus en plus d'observateurs estiment qu'au lieu d'être un syndicat de chefs d'Etat, la CEDEAO devrait plutôt être une CEDEAO des peuples. A leurs yeux, il est vraiment incompréhensible qu'après plus de 60 ans d'indépendance, les États africains en général et ceux de l'Afrique de l'ouest en particulier soient encore réduits à recevoir toutes sortes de diktats de Paris, de Londres, de Bruxelles ou de Washington par rapport à leur gestion interne qui relève strictement de leur souveraineté.

La CEDEAO, dont la plupart des décisions sont décriées ces dernières années par les populations à la base, serait bien inspirée de faire amende honorable et de savoir agir avec discernement dans la gestion des transitions en Guinée, au Mali et au Burkina Faso.

Pour le cas spécifique de la Guinée, il faut rappeler que c'est un jeune officier, le colonel Mamadi Doumbouya, qui est à ses commandes depuis le 5 septembre 2021, le jour où le régime d'Alpha Condé a été renversé dans les circonstances que tout le monde connaît. A la tête du CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement), le nouvel homme fort du pays a promis d'amener les Guinéens à se réconcilier avec leur histoire, à se pardonner, à regarder dans la même direction et surtout d'organiser des élections libres et transparentes auxquelles aucun membre des organes de la transition ne sera candidat.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège: Hamdalaye 2 C/Ratoma à côté de la mosquée Diakitéya - BP: 6184 Conakry - République de Guinée
Email: laigleinfosgn@gmail.com - Tél: (+224) 621 93 53 88 / 664 96 05 03

Directeur de Publication & Rédacteur en Chef Ali Kéfina Diakité Tél: 224 621 93 53 88	Imprimeur Bilo Diaby Tél: +224 621 06 92 09
Secrétaire Général de la Rédaction Tidiane Diallo	Imprimerie Warh Business Groupe
Comité de Rédaction Aly Badara Condé, Tidiane Diallo, Jean Tiby Sangaré, Samory Keita, Ali Kéfina Diakité	Distribution L'Aigle Infos/Maison du Livre
Service Commercial, marketing, abonnement, annonces & Pub Elie Tonguino	Mise en page Mohamed Lamine Camara Tél: (+224) 664 57 99 72 / 621 64 63 88
	Edité par: Kéfina sarl (société de regie, d'édition et de communication)

Affaire Air Guinée

Mamadou Sylla répond à Ousmane Kaba

Elhadj Mamadou Sylla de l'UDG, dans une interview accordée cette semaine à Mediaguinee, a littéralement descendu en flammes Dr Ousmane Kaba du PADES dans le dossier Air Guinée. Le premier est le PDG de FUTURELEC Holding, acquéreur de l'avion. Quant au second, fondateur de l'université Koffi Annan, il faisait partie de l'équipe d'auditeurs mise en place sous la transition CNDD.



« Je vais dire à Ousmane Kaba qu'il n'a qu'à s'auditer lui-même d'abord. Comment il a construit Koffi Annan, tout le monde sait ça. Un simple commis de l'État, un simple fonctionnaire, comment il peut faire autant de travail. Moi au moins on doit parler de milliards sur moi, mais pas lui, pas les fonctionnaires. Lui il a été fonctionnaire avec les Kassory et Cellou ici et il connaît ses amis, qu'est-ce qu'ils ont par rapport à lui. Comment il a eu ça ? Quand il était à la coopération, il y avait les coopérations hors projet qui venaient au nom de l'État, mais c'est tout ce qu'il a détourné pour emmener chez lui là-bas. Alpha, devant moi, a dit devant huit personnes, Ousmane Kaba je ne te nomme pas parce qu'il faut que l'audit passe te voir parce que tu as trop, tous les fictifs des étudiants que tu as faits dans ton école et comment tu as eu l'argent même pour construire Koffi Annan. Tu as

détourné ça. Devant moi et devant des témoins encore. C'est en ce moment qu'il a envoyé Yéro Baldé à l'Enseignement supérieur. Il a envoyé l'inspection qui lui a dit qu'il y a plus de 5000 fictifs, que Ousmane Kaba trichait les gens avec ces faux étudiants. Depuis lors, Alpha a dit qu'il ne va plus envoyer un étudiant dans une université privée. Est-ce qu'il l'a fait jusqu'à ce qu'on l'enlève ? Tous les étudiants guinéens ne vont-ils pas à Sonfonia et Gamal? À cause de lui, toutes les universités privées sont bloquées. Après ça, il a fait son rapport. Alpha lui a demandé, devant des députés témoins, est-ce que ce rapport là tu peux lire ça devant tout le monde ou à la télé même ? Il dit qu'il ne peut pas. Le président a pris le rapport et il le lui a jeté à la figure. Quand il a dit que les cadres malinkés sont malhonnêtes, c'était Ousmane Kaba. Il a dit ça à Ousmane Kaba. Les malinkés

étaient fâchés, mais c'était Ousmane Kaba. Quand il a quitté même son groupe, il est allé s'asseoir là-bas. C'est un homme haineux, il est plus sale que quiconque. Il n'a qu'à s'auditer d'abord. L'audit est sorti contre lui à l'éducation, il n'a qu'à s'occuper de ça. Il s'acharne contre nous parce que tout simplement il voulait nous éliminer de la course à l'époque, en 2010. Parce qu'il y avait moi et Cellou qui étions très populaires à l'époque, et nous on ne savait même pas qu'il était candidat. C'est après qu'on a su qu'il est candidat. Toi tu suis tes concurrents. Quelqu'un veut compétir avec toi, donc il faut l'éliminer, l'incriminer afin que toi tu puisses avoir une position. C'est ce qui s'est passé. Et depuis ce temps là, pourquoi c'est maintenant qu'il sort ça? Parce qu'il veut avoir la confiance des militaires, pour que les militaires l'appellent. Il pense que les entrées et sorties qu'il fait là-bas on ne connaît pas. C'est donc à cause de ça. Il veut montrer aux militaires qu'il est blanc pendant qu'il est plus noir que... on ne peut même pas comparer. Alors il n'a qu'à foutre la paix aux gens, parce que s'il est haineux, complexé, il ne faut pas qu'il il me le montre. On se connaît en Guinée ici et on sait qui est qui. Moi j'étais à côté du président. Eux tous, quand on les nommait, je connais qu'est-ce qui s'est passé...Donc c'est archi faux, l'audit est là. Et pour rappel, la même commission d'audit c'est Mouctar Baldé qui était là-bas. Celui que Dadis a mis en prison. C'est les Ousmane qui ont fait le coup contre le monsieur. Pourquoi ? Il voulait sa place », a confié Mamadou Sylla à Mediaguinee.

Kéfina Diakité

Mamadou Baadiko Bah de l'UFD prévient le CNT

« La tromperie ne passera pas... »

Le choix des 81 membres du Conseil National de la Transition et leur installation n'ont pas été du goût du président de l'Union des Forces Démocratiques (UFD). Mamadou Baadiko Bah ne trouve pas important le déplacement de ces conseillers vers le l'intérieur du pays. Dans cette interview qu'il nous a accordée à notre rédaction, l'ex-député de la neuvième législature estime que ces parlementaires ne sont pas indépendants comme ceux de 2010.

L'AigleInfos : Les activités des conseillers de la transition ont déjà démarré. De quel œil regardez-vous le CNT aujourd'hui ?

Mamadou Baadiko Bah : Nous devons nous dire que nous sommes restés sur notre faim par rapport à ce discours du président Dr Dansa Kourouma. Puisque nous attendions réellement et les gens s'en plaignent, ils estiment être spécialiste du droit constitutionnel qui n'ont pas droit à l'appel pour les travaux qui relèvent des membres juridiques. Ça commence déjà, mais le grand constat, ce que nous suivons la voie du Mali. Et les mêmes causes produiront les mêmes effets. C'est-à-dire nous sommes prêts à défier toute la communauté africaine et internationale en restant sans agenda. Plus de six mois aujourd'hui, personne ne sait quand est-ce que la transition va se terminer.

L'AigleInfos: L'autre sujet qui est sur toutes les lèvres, c'est le voyage bientôt des



conseillers à l'intérieur du pays. Pour plusieurs leaders politiques, c'est un non-événement. Est-ce que c'est votre point de vue ?

Mamadou Baadiko Bah : Pourquoi nous plonger sur ce voyage ? Je ne sais pas qu'est-ce qu'ils vont chercher à l'intérieur du pays, où vont-ils aller, qui vont-ils rencontrer, quel est le format de ces rencontres, que vont-ils faire, que vont-ils faire des messages qu'ils vont recevoir

et combien de temps vont-ils faire ? Et on revient sur la transition non déterminée. Il y a rien qui urge, qui presse. S'il n'y a pas une élection libre, honnête et transparente, le peuple, personne ne veut parler au nom du peuple.

L'AigleInfos: Donc, n'êtes-vous pas rassurés malgré la mise en place de ce CNT tant réclamée par vous les politiques ?

Mamadou Baadiko Bah : De quoi va accoucher ce CNT?

On ne va pas faire un procès d'intention. On va juger sur pièce. Mais déjà comment on dit, "la bonne soupe se reconnaît par l'odeur qu'elle dégage à la préparation". Et là, croyez moi, il y a des sujets d'inquiétude.

L'AigleInfos : Pourquoi êtes-vous inquiets et quelles preuves avez-vous sur le terrain ?

Mamadou Baadiko Bah : En ce moment même, ils ne sont pas indépendants de ceux qui les ont nommés. Ils n'auront pas l'initiative des lois. Ils vont se mettre à débattre, combien de ces 81 membres ont lu entièrement une constitution avant d'être nommé, ou les différentes constitutions de la Guinée ? Je veux bien le savoir. On ne sait pas ce qui va se passer. Laissons-les faire. Nous ne faisons pas les procès d'intention et on verra bien. Mais, il faut qu'ils sachent

qu'il n'y aura pas moyen de se dissimuler derrière leur petit doigt.

L'AigleInfos : Voulez-vous dire qu'ils ne sont pas indépendants et vont-ils recevoir des ordres ?

Mamadou Baadiko Bah : Mais ils n'ont pas l'initiative des textes comme le CNT de 2010. Le CNT de 2010 avait été nommé par les forces vives de la nation, nous. Moi, je vous dis, j'étais délégué politique des forces vives. Parfois, c'est moi qui appelait les gens pour leur dire d'envoyer leur CV, puisque j'avais quelques renseignements. Et c'est comme ça qu'on les a recrutés. On posait des questions avec le CV. On s'interrogeait et puis on comparait et on a choisi. Ceux-là, c'est le CNRD qui les a installés là. Et ils sont redevables au CNRD. En plus, ils n'ont pas l'initiative des lois. On ne sait pas qu'est-ce qu'ils vont faire. Ils n'ont pas des spécialistes qu'il faut, les gens qui connaissent la matière pour ça. Donc on attend. Mais on n'a absolument rien à recommander. Il faut qu'ils sachent que chacun va devoir faire son devoir vis à vis du pays. Mais que la tromperie ne passera pas. On ne peut pas tromper le peuple indéfiniment, c'est impossible. Il faudra qu'un jour la vérité éclate. Et on sent que la vérité n'est pas loin du dialogue.

Entretien réalisé par Amadou Tidiane Diallo

Angola

Le pays récupère 11 milliards de dollars détournés du trésor public

Le pays a lancé 715 poursuites pour corruption, fraude, détournement de fonds et autres délits financiers.

L'Angola a récupéré des actifs d'une valeur de plus de 11 milliards de dollars qui avaient été pillés des coffres de l'État et cachés à l'étranger, a déclaré jeudi le ministre de la Justice, Francisco Queiroz.

Les autorités ont lancé 715 poursuites pénales pour corruption, fraude, détournement de fonds et autres délits financiers, a déclaré M. Queiroz, dont les propos ont été relayés par le quotidien gouvernemental

Jornal de Angola.

Au cours des trois dernières années, le gouvernement a récupéré près de 11,5 milliards de dollars (soit 10,06 milliards d'euros) en espèces et en biens en Angola et dans le monde entier, a-t-il ajouté.

Des actifs ont été récupérés en Grande-Bretagne, en Suisse, à Singapour et aux Bermudes, entre autres, a-t-il précisé.

« Le montant total saisi et récupéré, dans le pays et à l'étranger, s'élève à 11 486 042 997,22 dollars », a-t-il précisé.

Après avoir pris ses fonctions en 2017, le président Joao

Lourenço a lancé une campagne de lutte contre la corruption pour récupérer des actifs qu'il soupçonne d'avoir été détournés sous son prédécesseur, Jose Eduardo dos Santos.

M. Dos Santos, 79 ans, est accusé d'avoir nommé des parents et des amis à des postes de premier plan pendant ses 38 ans à la tête du pays. Sa fille Isabel dos Santos fait l'objet d'une enquête pour détournement présumé. Elle clame son innocence et nie les accusations portées contre elle.

AFP

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Urbanisme, Habitat et Aménagement du Territoire

Le ministre Ousmane Gaoual donne des précisions sur la récupération des biens de l'Etat à Labé

Le mardi 8 février, dans le cadre d'une tournée de prise de contact avec les services déconcentrés relevant de son département, le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, Ousmane Gaoual Diallo, était du côté de Labé où il a rencontré les autorités administratives et les services techniques de l'Urbanisme et de l'Habitat. Il en a profité pour donner des précisions et des instructions par rapport à la récupération des biens de l'Etat.



d'où aucun représentant de l'Etat, malgré la dotation du service en matériel informatique, mobilier de bureau et une moto de service. Au niveau de la direction préfectorale de l'Urbanisme de Labé, il n'y a qu'un directeur préfectoral, trois chefs de section par intérim et deux chargés d'études. A Lélouma, il y a un directeur préfectoral en abandon de poste, et seul le chef de section urbanisme, infrastructures se bat pour maintenir le service. A Mali, il existe un seul cadre dont le directeur préfectoral qui se bat pour donner un résultat assez satisfaisant. A Tougué, le directeur préfectoral est seul et unique à tous les postes de combat. Pour résumer, pour un effectif de personnel estimé à 89 cadres et agents conformément à l'ancien cadre organique pour couvrir la région, il n'y a que 13 cadres et agents de l'Etat en poste »

Parlant de la campagne de récupération des biens de l'Etat, le ministre Ousmane Gaoual Diallo dira ceci : « Dans la récupération des domaines de l'Etat, la première tâche qui incombe aux directeurs régionaux et préfectoraux, c'est la récupération des un tiers appartenant à l'Etat après chaque lotissement. Je demande à ce qu'ils me fassent le compte de tout ce qui a été fait en 2021. Et je le veux avant le lundi, c'est impératif. Tout ce qui revient à l'Etat doit revenir à l'Etat. Les

un tiers c'est le domaine privé de l'Etat. Parce que dans la récupération des domaines de l'Etat, c'est la première tâche. Elle incombe aux directeurs régionaux et préfectoraux de l'Urbanisme et de l'Habitat, avant qu'on aille récupérer les autres domaines de l'Etat. C'est un chantier immense du CNRD. Donc toutes les parts dévolues à l'Etat doivent revenir à l'Etat. Cela est important ». Des propos rapportés par le site Mediaguinee.

Tidiane Diallo

Dans son discours de circonstance, le directeur régional de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire de Labé, Ibrahima Kaba, est revenu sur quelques difficultés rencontrées au niveau de son service. « Du

1er janvier 2015 à nos jours, l'effectif de la direction régionale est toujours de trois cadres. Au niveau de la direction préfectorale de l'Urbanisme de Koubia, il y a un abandon systématique de poste des cadres et agents,

FNDC

Guéguerre de légitimité des antennes et coordinations !

Certains responsables des antennes et coordinations du FNDC ont animé le mardi dernier une conférence de presse pour dénoncer la gestion de la coordination nationale. Le lendemain, ce fut au tour d'un autre groupe de jeunes se faisant appeler «Coordinations des antennes du FNDC à la base» des communes de Matam, Matoto, Dixinn, Coyah, Ratoma, Kaloum de faire une sortie pour se désolidariser du premier groupe .

Pour le deuxième groupe de jeunes, Fonké Menguè est la personne la mieux indiquée pour être à la tête de la coordination nationale du FNDC. Ils l'ont fait savoir à travers une déclaration lue à la maison de la presse par Oumar Diawara.

«Les coordinateurs des antennes du FNDC ont été contactés après le 5 septembre 2021 par ce groupe de jeunes afin d'exiger de la coordination nationale la nomination des coordinateurs des antennes du FNDC et

certaines membres dans les postes administratifs dans l'administration publique et au CNT. La coordination nationale saisie de cette question nous a indiqué que le combat n'est pas encore terminé et qu'il faudra resserrer les rangs pour veiller sur la transition en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel.»

Parlant du premier groupe, il dira ceci : «Ce groupe de jeunes fâchés a estimé qu'ils ne sont plus disposés à continuer le combat et par conséquent qu'ils vont

contourner la coordination nationale pour aller directement discuter avec le CNRD. Nous avons décidé de nous éloigner de ces jeunes et de rester derrière la décision de la coordination nationale de continuer le combat pour un retour à l'ordre constitutionnel. Les antennes du FNDC décident de démettre ce groupe de jeunes de leurs fonctions respectives dans les différentes antennes.»

Tidiane Diallo

Mali

Une trentaine de jihadistes tués par l'armée et la force Takuba près d'Indelimane

Au Mali, la force européenne Takuba, accompagnant des troupes maliennes, a lancé une opération près d'Indelimane récemment. Une trentaine de terroristes a été mise hors de combat et du matériel a été saisi. La manœuvre a débuté le 2 février au sud de la RN20, non loin de la frontière entre le Mali et le Niger. Les forces spéciales de Takuba, engagées avec les soldats maliens de l'unité légère de reconnaissance et d'intervention n°4, ont d'abord découvert des plots logistiques appartenant au groupe jihadiste et comprenant 2 000 litres de carburant. Ce mouvement fut un véritable coup de pied dans la fourmilière, puisque l'opération a provoqué le départ précipité d'une colonne à moto de combattants ennemis.

Le 3 février, une vingtaine d'entre eux a été neutralisée après le passage d'un drone Reaper, appuyé par une patrouille de Mirage 2000. Puis le 5 février, à l'approche du village d'Imenas, non loin d'Indelimane, les soldats maliens ont riposté, une attaque des derniers combattants du groupe jihadiste, mettant hors de combat deux d'entre eux. Cette opération témoigne du haut niveau de coopération, d'autonomie et de maturité des Fama de l'ULRI n°4, témoigne l'état-major des armées. Un succès tactique qui intervient alors que ce mardi, la force Takuba a justement été l'objet de vives critiques de la part du Premier ministre malien Choguel Maïga, qui a accusé la force européenne de diviser le Mali.

RFI



Tournée dans les communes de Conakry **Le colonel Mamadi Doumbouya à la Casse de Dixinn-Gare, un fief du RPG Arc-en-ciel**

Le mercredi 9 février, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a fait une tournée dans les communes de Dixinn, Matam et de Matoto. Mais ce qui aura fait beaucoup jaser dans la cité, c'est bien cette escale effectuée à la Casse de Dixinn Gare, le fief du RPG d'Alpha Condé (renversé le 5 septembre par le colonel Mamadi Doumbouya).



Le ministre secrétaire général de la Présidence de la République et porte-parole de la Présidence, le colonel Amara Camara, au terme de la tournée, s'est confié aux médias d'Etat pour expliquer le bien-fondé de cette visite diversement commentée et interprétée.

« Aujourd'hui, effectivement, nous revenons du terrain. Le Président Colonel Mamadi DOUMBOUYA a parcouru dans les communes de Matoto, de Matam et de Dixinn dans le cadre de sa tournée pour prendre la température de la population. Vous vous souviendrez que depuis le 5

septembre jusqu'aujourd'hui, des actes majeurs assez courageux et déterminants dans le cadre de la gouvernance et de l'amélioration des conditions de vie des Guinéens au quotidien, sont en train d'être posés. Cette sortie a permis de montrer clairement le ressenti positif de ces actes-là. La détermination, le Président l'a dit depuis le 5 septembre, elle ne fait pas défaut. Nous constatons chaque jour dans chacune de ses actions, ses mesures et ses décisions qu'il pose sur le terrain. Cette détermination, il ira jusqu'au bout. En tout cas jusqu'à ce

que les Guinéens soient satisfaits des actions de gouvernance qu'il est en train de mener. Sans tomber dans l'émotionnel ou dans le sensationnel, la gouvernance appelle aussi la redevabilité. Dans ce cadre là, toutes les actions seront menées pour que tous ceux qui ont des comptes à rendre au pays dans le cadre des fonctions ou des missions qu'ils ont accomplies au pays, qu'ils puissent les rendre », a expliqué le colonel Amara Camara.

Kèfina Diakité

Phase de groupe de la Ligue des champions **Mauvais départ pour le Horoya AC**

Le Horoya AC, le champion de Guinée en titre, est le seul club de l'Afrique de l'ouest qui est parvenu à se qualifier pour la phase de groupe de la plus prestigieuse des compétitions organisées par la CAF au niveau des clubs. Il s'agit de la Champions league Africaine CAF Total Energies.

Au compte de la saison 2021-2022, les Rouge et blanc de Matam évoluent dans le groupe B, en compagnie des Algériens de l'Entente Sportive

de Setif, des Marocains du Raja Casablanca et des Sud-Africains d'Amazulu. La première journée s'est jouée hier samedi avec des fortunes diverses pour les quatre formations du groupe B.

Au stade Général Lansana Conté de Nongo, à Conakry, le Horoya AC s'est incliné 1-0 face à l'ES Setif, à la grosse déception de ses supporters et encadrateurs. Dans l'autre match du groupe, le Raja Casablanca a lui aussi battu la

formation d'Amazulu sur le score d'un but à zéro.

Il faut toutefois rappeler que le Horoya AC a été réduit à 10 après l'expulsion de son attaquant Gagna Barry, pour cumul de deux cartons jaunes au cours du même match.

Pour sa deuxième sortie, le Horoya AC se déplacera le 18 février prochain en Afrique du Sud pour y affronter la formation d'Amazulu.

Kèfina Diakité

Administration du Territoire et Décentralisation

2 conseillers, des directeurs et leurs adjoints nommés par le président de la transition

Le mardi 8 février, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé 2 conseillers, des directeurs et leurs adjoints au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD).



Dr Mamady Yamory Condé, précédemment Conseiller général dudit ministère, a été nommé Conseiller principal. M. Cécé Loua, précédemment Directeur national de la Réglementation administrative et des frontières, devient Conseiller juridique.

Des directeurs et leurs adjoints ont été également nommés par le chef de l'Etat. Ce sont:

Directeur général de l'appropriation et d'appui aux services sociaux de base : M. Abdoulaye Kaba, précédemment Directeur national de la Décentralisation ; Directeur général adjoint de l'appropriation et d'appui aux services sociaux de base : M. Alpha Ibrahima Barry, précédemment expert au Centre national de coordination du mécanisme de l'alerte précoce aux risques sécuritaires à la Primature ; Directrice nationale de Régulation et de promotion des organisations non gouvernementales et du mouvement associatif : Mme Delphine Ouéndéno,

précédemment Directrice nationale du service d'action humanitaire ; Directeur national des Libertés publiques et des frontières : M. Moriba Magassouba, précédemment Directeur national adjoint de la Réglementation administrative et des frontières ; Directrice nationale adjointe des Libertés publiques et des frontières : Mme Aminata Sobra Bangoura, chargée d'études à la Direction nationale des Affaires politiques et Administration électorale ; Directeur général de l'Agence de financement des collectivités : M. Sékou M'mawa Touré, précédemment Responsable administratif et financier du Projet d'appui à la gouvernance locale dans les collectivités ; Directeur général adjoint de l'Agence de financement des collectivités : M. Mohamed Sikhé Camara, précédemment Conseiller chargé de la gouvernance territoriale participative.

Kèfina Diakité

Tribune

Les vieux cadres peuvent encore être utiles à la nation!

Le célèbre écrivain malien Amadou Hampathé Ba, défenseur attitré de la tradition, disait: «En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle» À l'Unesco, en 1960, il a dit aussi que » les orteils des jeunes doivent se poser exactement sur les traces laissées par les anciens». Pour certains, les jeunes seraient plus performants, sur un plan cérébral, que les aînés.



Différentes études sont cependant venues démontrer que chaque âge a ses points forts...Le professeur Matthias Kliegel, responsable du laboratoire du vieillissement cognitif de l'université de Genève, fait partie de ceux qui exhortent plutôt à s'appuyer l'expérience, les compétences et les connaissances. «Dans un cerveau qui n'est pas malade, ce type d'intelligence augmente progressivement avec l'âge et reste stable pendant longtemps, pour ne décliner qu'à la fin de la vie.», a-t-il rappelé. Nombreux sont en effet ceux qui pensent que les vieux cadres peuvent encore être utiles à la nation. Je pense, quand nous voulons changer un système, on devrait organiser des tests pour l'ensemble de tous les fonctionnaires publics, tous âges confondus. Cette méthode va démanteler les fictifs, contribuer à diminuer le nombre de fonctionnaires, redynamiser l'administration en formant des cadres et en appelant éventuellement d'autres compétences...Il y a de vieux cadres guinéens qui sont des savants, reconnus pour leur grande expertise et qui sont sollicités dans le monde entier. L'évaluation et

la formation des cadres doivent être permanentes et assidues. Le contrôle des zones de recettes doit être fait au moins à chaque décade. Et dire que quoi qu'on fasse, la Guinée, comme tout autre pays, ne se développera jamais, même avec tout l'or du monde, sans le développement intellectuel. On doit arrêter à tout prix d'exporter les matières premières qui, si elles sont exploitées sur place, permettront aux jeunes Guinéens de trouver du travail ici au lieu de tenter l'aventure.

Le triste constat est que la plupart des jeunes cadres guinéens qui sont restés, la plupart ne lisent pas, n'apprennent pas et ne travaillent pas. Ils aiment la facilité et la bonne vie. Pour preuve, ce sont eux qui étalent toutes les nuits, sur des tables, toutes sortes d'alcool et qui ne dorment pas et font la fête dans les coins, surtout à Kipé et consorts. Quand nous voulons changer quelqu'un de ses fonctions, faisons-le sur la base des compétences et du patriotisme.

Kèfina Diakité
(L'aigle intrépide)

Rencontre avec le CNRD

Les révélations d'Ibrahima Diallo du FNDC

Invité le mardi 8 février 2022, dans l'émission "Les «Grandes Gueules» d'Espace FM, Ibrahima Diallo, le responsable chargé des opérations du FNDC, a fait des révélations sur la rencontre que les membres de leur mouvement ont eue avec le CNRD, après le coup d'État ayant emporté le régime du Pr Alpha Condé.

« Quand nous sommes arrivés en Guinée, après l'exil, nous avons été accueillis. Par la suite, nous avons eu une rencontre avec le CNRD qui nous a convoqués à l'époque. C'était en fin septembre. On nous a envoyés dans une salle où nous étions entourés par des hommes encagoulés des forces spéciales avec des armes. Nous étions 4, il y avait Foniké Menguè, Koundouno, Sanoh et moi. Pour nous, c'était normal parce qu'on était dans une période de coup d'État. Par la suite, tous les membres du CNRD sont venus, ils sont rentrés dans la salle, à l'exception du

président du CNRD qui était attendu. Après, tout le monde est ressorti et ils ont demandé à quelqu'un de venir nous chercher, ceinturés par 10 membres des forces spéciales avec des armes. Après, ils nous ont conduits dans une salle à la présidence. Ici aussi, on a attendu, entourés par des hommes en armes. Il y a les membres du CNRD qui sont rentrés mais pas le président. Sadiba, le Chef d'État-major des Armées a pris la parole au nom du CNRD pour dire qu'à partir d'aujourd'hui stop au FNDC, mettez fin au FNDC, il faut dissoudre le FNDC avec un ton menaçant. Le colonel

Amara Camara a renchéri avec la même chose...Nous avons répondu également avec un ton menaçant et une réponse ferme pour dire que le FNDC c'est notre identifié. Et pour nous, nous avons été tellement doux pour accompagner le CNRD pour une transition paisible mais il faut dire que notre combat n'est pas terminé. Nous, nous sommes en train de travailler pour accompagner le CNRD à notre manière, à travers le suivi et la veille », a révélé Ibrahima Diallo dans l'émission "Les Grandes Gueules" d'Espace FM.

Tidiane Diallo

Projet d'exclusion des vieux leaders politiques

Sidya Touré de l'UFR s'y oppose fermement !

Le samedi 12 février, l'ancien Premier ministre Sidya Touré, a dit tout le mal qu'il pense d'un présumé projet d'exclusion des vieux leaders politiques, au nom d'un prétendu renouvellement de la classe politique. C'était à la faveur de l'assemblée générale de son parti, l'Union des forces républicaines (UFR).

Il y a quelques jours, le chef de file de l'UFR, Cellou Dalein Diallo, est monté au créneau pour pointer un doigt accusateur vers ceux qui, dans l'ombre, conseilleraient aux autorités de la transition d'écarter les vieux leaders politiques, au nom d'un prétendu renouvellement du personnel politique guinéen.

Le samedi 12 février, ce fut au tour de l'ancien Premier ministre Sidya Touré de dire tout le mal qu'il pense d'un tel projet. C'était à la faveur de l'assemblée générale de son parti, l'Union des forces républicaines (UFR).

Pour Sidya Touré, il appartient au peuple de Guinée de décider. «On ne l'acceptera pas, parce que seul le peuple est souverain, seul le peuple gouverne. Si le peuple veut élire, comme nous l'avons fait en 1958 avec le président Sékou Touré, un président de



36 ans, le peuple est libre de cela. Mais si le peuple peut élire quelqu'un de plus âgé, il n'y a pas de problème. Nous avons déjà eu ce problème en 2010. À l'époque, c'est Alpha Condé qui avait plus de 70 ans. Nous avons refusé à ce que les dispositions soient contenues dans quelque texte que ce soit. Il appartient au peuple de décider de cela [...] Quel est le mal qui fait qu'un Guinéen ne peut pas être candidat chez lui? S'il n'est pas candidat chez lui, il va être

candidat où ? Les Guinéens doivent retrouver l'unité. Le langage qui a été adopté par le CNRD depuis son arrivée, au niveau de l'unité nationale, doit continuer. Nous supportons cela. Nous disons, nous sommes des coachs, nous pouvons donner des solutions pour que vous marquez des buts et qu'on puisse gagner tous ensemble », a martelé le président de l'UFR, Sidya Touré.

Kèfina Diakité

PDG-RDA

Les femmes du parti commémorent le décès de l'héroïne nationale, M'Baliala Camara

Le mardi 9 février 2022, le Comité national des femmes du PDG-RDA a commémoré le décès, dans les conditions tragiques, de l'héroïne nationale, M'Baliala Camara, pendant la lutte engagée par le parti, sous le leadership de Sékou Touré, pour arracher des mains du colon français l'indépendance de la Guinée.



«Le PDG n'a rien inventé, rien déformé, rien truqué de l'histoire de la Guinée, il a plutôt décidé pour tous les dignes fils du pays, il a fait établir la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée, et une bonne partie du

R a s s e m b l e m e n t Démocratique Africain (RDA) aussi. Courant 2019-2020, sur les stations de la RTG dans une des émissions de l'émission "Kolomatin", un citoyen du nom de Thiany Yansané ne s'est-il pas permis

de salir l'héroïsme de cette brave dame sur une prétendue appropriation de son combat par le PDG-RDA. Un combat alors antérieur à ce parti dans les faits et dans l'histoire. Dieu est témoin ; malgré le temps, tous les témoins ne sont pas

morts. Les témoignages dignes de foi sont conservés et bien conservés. Alors de grâce arrêtons de modifier ou de nier notre Histoire. L'histoire de M'Baliala Camara est bel et bien un pan de l'histoire du PDG parce que fait et bien fait dans le tumulte des combats pour l'indépendance de la République de Guinée », a déclaré dans son discours Hadja Foulematou Diarra, vice-présidente du comité national des femmes du PDG-RDA.

Quant à Hadja Tawel Fatoumata Binta Camara, présidente du comité national des femmes du PDG-RDA, elle a expliqué pourquoi la commémoration du décès de M'Baliala Camara le 9 février au lieu du 12 février (la date du décès de l'héroïne). « M'Baliala

a été comme toutes les femmes du PDG-RDA, elle a lutté pour la libération, pour l'indépendance, elle a été une grande dame dans la lutte du PDG-RDA pour l'indépendance. Vous avez demandé pourquoi on a choisi le 9 février alors qu'elle est morte le 12 février. Le 9 février a été l'acte mortel de M'Baliala Camara. C'est ce jour-là qu'elle a reçu le sabre de David Tondon. Si ce n'était pas ça, elle n'allait pas mourir le 12 février. C'est l'acte, nous avons pris ça comme le jour normal, qu'on doit commémorer. Si ce n'est pas ça, M'Baliala allait vivre un peu longtemps. Elle n'avait que 25 ans au moment où elle mourait et elle était en grossesse avancée », a-t-elle fait savoir.

Tidiane Diallo

Transition CNRD

Le regard de Salifou Sylla, ancien ministre, sur le CNT

Dans une interview accordée le mercredi 9 février à nos confrères de Mediaguinee, Pr Salifou Sylla, ancien ministre sous Conté, a soutenu entre autres que le CNT mis en place le 5 janvier dernier et qui est présidé par Dr Dansa Kourouma, ne sera pas là pour gêner le gouvernement de transition dirigé par Mohamed Béavogui.

« Je n'ai pas une appréciation particulière. Mais, je pense que ça a un peu tardé d'ailleurs, la mise en place du CNT. Puisque dès le départ, cette structure était considérée comme un des éléments essentiels de la transition tel que c'est prévu dans la charte qui a été mise en place. Je ne pensais pas que ça allait prendre du temps après tout ce temps-là pour que ça soit mis en place. Mais, l'essentiel est qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire. Le CNT a été mis en place. On ne peut apprécier une structure qu'en fonction de ce que la structure va faire. Nous savons, quelles sont les compétences qui sont dévolues au CNT. Puisque sa mission est de jouer le rôle d'un parlement de la transition. Mais, j'ai l'impression qu'il a été installé, il y a des problèmes qui se posent déjà. Du fait même de la manière dont ce CNT a été composé.

Quand j'ai vu le quota qui était réservé aux partis politiques qui est 15 places, et je vois ce qu'on a donné à d'autres structures, ça m'a interpellé parce que vous savez, il y a un problème fondamental. Le CNT est un organe qui est appelé à jouer le rôle d'un parlement. Le parlement est une structure essentiellement politique. Quand je vois qu'on a mis 15 sièges seulement au profit des partis politiques, on leur a livré ça, les gens se sont précipités là-dessus comme un os que vous jetez. Et, que tout le monde se précipite. Et, il me semble que ça n'a pas été une bonne chose. Les partis politiques n'ont pas su prendre leurs responsabilités. Ils se sont mis à se chamailler. Quand vous avez une prolifération de partis politiques dans un pays, vous leur dites de choisir 15 personnes, vous n'avez pas défini les clés selon lesquelles on va faire le choix, vous dites,

choisissez entre vous. Donc, en fait, vous les mettez les uns contre les autres. Et, tout le monde a vu comment les choses se sont passées(...). Tous les partis juridiquement peut-être sont égaux. Mais ils ne sont pas égaux entre eux. Il y a des choses élémentaires que l'on doit savoir. Un parti, ce n'est pas seulement le nom parce qu'on vous a donné un agrément. Le parti a d'autres éléments, dont le nombre de militants, la capacité de mobilisation. Mais, j'ai constaté que ce sont les partis les plus insignifiants qui se sont mis à crier. Et, ce sont eux, qui ont obtenu les sièges. Qui, dans les circonstances normales d'élection, n'auraient même pas pu rêver à un siège dans un parlement. C'est que les partis, les plus importants dont tout le monde connaît l'envergure dans ce pays, on leur donne un petit siège. Ça, c'est une manière de créer des conflits. Parce qu'il y a



beaucoup qui ne se sentent plus représentés dans ce CNT. Et, ça va poser des problèmes. Et, ça, c'est inévitablement poser des problèmes dans le pays. Je crois qu'il faut que les autorités évitent de verser dans le populisme, dans la démagogie. L'assemblée nationale est une institution. Et, l'institution parlementaire est fondamentalement une structure politique. Donc, on

aurait dû faire beaucoup plus de places aux partis. (...). Ce que je crains c'est que les groupes politiques importants ne se trouvent exclus du débat. Puisqu'ils ne seront pas du CNT. Alors, le débat risque de se dérouler ailleurs(...). Les partis politiques auraient dû refuser les 15 places. », a confié à Mediaguinee l'ancien ministre, Pr Salifou Sylla.

Tidiane Diallo

Investissements

L'UE promet à l'Afrique plus de 150 milliards d'euros

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé jeudi à Dakar que l'Europe comptait mobiliser plus de 150 milliards d'euros d'investissements en Afrique dans les prochaines années.



« Aujourd'hui, je suis fière d'annoncer plus de 150 milliards d'euros par le programme Afrique-Europe; c'est le tout premier plan régional sous Global Gateway », a-t-elle dit devant la presse, en référence à l'initiative européenne lancée en décembre et visant à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros de fonds publics et privés d'ici à 2027 dans des projets d'infrastructures à travers le monde. Mme von der Leyen n'a pas fourni plus de précisions. Global Gateway doit mettre en synergie les moyens de l'UE,

des Etats membres, des institutions financières européennes, des agences nationales de développement et le privé pour des projets d'infrastructures stratégiques et dans les domaines de l'industrie, la santé, la jeunesse ou l'éducation. « Pour tout cela, nous avons bien sûr besoin du secteur privé, de son expertise et de son fort investissement, nous avons aussi besoin de volontarisme politique au plus haut niveau », a déclaré Mme von der Leyen au côté du président sénégalais Macky Sall.

Global Gateway est perçue comme une riposte aux « Nouvelles routes de la soie » tracées par la Chine. En Afrique aussi, la Chine étend rapidement sa présence économique et politique. La visite de Mme von der Leyen précède de quelques jours le sommet Union européenne-Union africaine des 17 et 18 février à Bruxelles. Le chef de l'Etat sénégalais assume depuis peu la présidence de l'Union africaine. « Les investissements seront au coeur des discussions » de ce sommet, a souligné Mme

von der Leyen. « Dans ce domaine, l'Europe est le partenaire le plus fiable pour l'Afrique et de loin le plus important », a-t-elle ajouté. Mme von der Leyen a redit que Global Gateway était ancrée dans « les valeurs auxquelles l'Europe et l'Afrique sont attachées, comme la transparence, la durabilité, la bonne gouvernance et le souci du bien-être des populations ». Les concurrents chinois ou russes des Européens en Afrique sont communément accusés d'être moins exigeants quant à la protection de l'environnement ou des droits humains. Mme von der Leyen avait indiqué dans un entretien accordé à l'AFP avant son déplacement que les investissements étrangers en Afrique avaient « trop souvent des coûts cachés, des coûts financiers, politiques, environnementaux et sociaux, parfois très lourds ». Elle avait déploré les liens de « dépendance » qu'ils pouvaient établir, possible allusion à la dette contractée auprès des bailleurs chinois. Le président sénégalais a dit attendre du sommet UE-UA « un partenariat rénové, modernisé et davantage orienté vers l'action ». « L'Europe et l'Afrique ont intérêt à travailler ensemble »,

du fait de leur proximité et des répercussions sur la sécurité, et des opportunités offertes à l'Europe par l'Afrique, « avec ses ressources humaines et naturelles et ses besoins de développement », a-t-il dit. Il a exprimé son « attachement à la lutte contre le réchauffement climatique, mais également notre plaidoyer pour le maintien du financement sur le gaz pour soutenir l'industrialisation de l'Afrique et l'accès universel à l'électricité, puisque plus de 600 millions d'Africains restent encore privés d'électricité ». Le Sénégal, pays pauvre, place beaucoup d'espoir dans l'exploitation future des champs de gaz et de pétrole découverts dans l'Atlantique. Il prévoit de produire ses premiers barils fin 2023 ou en 2024. Le président sénégalais s'alarme de l'engagement annoncé en 2021 pendant la conférence sur le climat COP26 par une vingtaine d'Etats, dont les Etats-Unis et la France. Ils comptent mettre un terme d'ici fin 2022 au financement à l'étranger de projets d'énergies fossiles sans techniques de capture du carbone.

AFP



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays. "Kefinafasso" se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde. L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site

indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale. L'administration et la rédaction du site "kefinafasso" se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte,

de traitement et de publication des informations. La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaye le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du

communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site "kefinafasso" ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction